

Note régionale sur le financement climatique: le financement de l'adaptation

Alice Caravani, Sam Barnard et Smita Nakhooda, ODI
Liane Schalatek, HBF

Fondamentaux du financement climatique **3**

NOVEMBRE 2013

La prise en charge du coût de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement reste un défi majeur pour la communauté internationale, malgré les engagements de la CCNUCC à augmenter les appuis existants. Les études révèlent que les besoins de ces pays en matière d'adaptation pourraient représenter entre 100 et 450 milliards \$ par an (Montes 2012). Les données de CFU montrent que les pays développés ont annoncé à ce jour 2,17 milliards \$ pour les fonds multilatéraux dédiés à l'adaptation. La majeure partie des fonds approuvés au bénéfice des projets d'adaptation proviennent du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), qui est administré par le Fonds pour l'environnement mondial, et du Programme pilote de résistance aux chocs climatiques, qui relève du Fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale. Le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC) et le Fonds pour l'adaptation (FA) ont sensiblement accru leurs financements dédiés à l'adaptation l'année dernière. Les contributions des pays développés à ces fonds restent toutefois timides et, à l'échelle mondiale, l'adaptation demeure sous-financée. Il est donc durablement difficile d'orienter les financements publics visant l'adaptation vers les pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, et les personnes et populations les plus exposées des pays destinataires.

Aperçu

Si les efforts visant à atténuer les changements climatiques sont essentiels, il est également crucial d'aider les pays en développement à s'adapter aux effets climatiques ressentis par suite des émissions présentes et passées de GES. Les financements sont indispensables à l'accompagnement des activités qui luttent contre les effets climatiques tels que les inondations, les cyclones, l'érosion côtière, la sécheresse et la variabilité accrue des précipitations. Or, seuls 15 % des financements approuvés depuis 2003 par les initiatives de financement climatique spécialisées, que suit CFU, visent l'adaptation. L'attribution de ce type de financements est également freinée par l'inégale répartition des effets climatiques, certains des pays les plus pauvres étant également les plus affectés (en particulier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés). Ces pays disposent en outre de capacités institutionnelles inégales en matière de lutte contre les changements climatiques et de contrôle de l'efficacité et de l'équité des utilisations faites des financements, notamment au regard de l'égalité des sexes.

Les données de CFU révèlent, pour l'année dernière, une augmentation de 34 % des financements multilatéraux

approuvés au bénéfice de l'adaptation. L'estimation des montants versés reste toutefois limitée par l'absence de transparence et le manque de notification concernant leurs destinataires.

Principaux fonds climatiques spécialisés dans le financement de l'adaptation

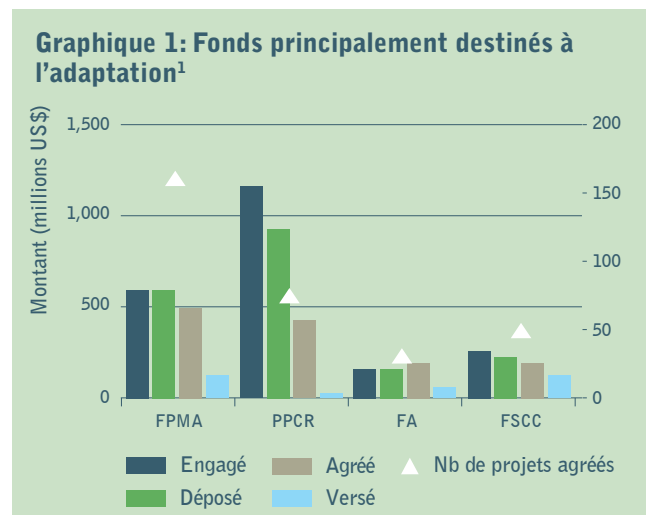
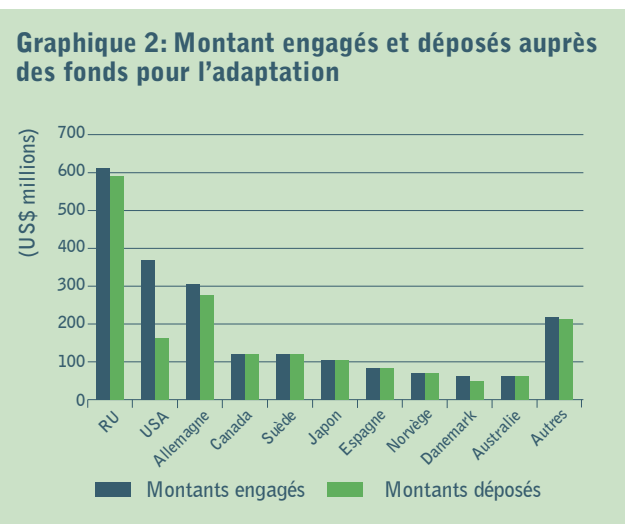


Tableau 1 : Fonds principalement destinés à l'adaptation (US\$ M)

Fonds ²	Engagé	Déposé	Agréé	Versé ³	Nb de projets agréés
Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA)	604,74	585,51	504,38	133,18	161
Programme pilote de résistance aux chocs climatiques (PPCR)	1.155,00	919,00	413,20	13,20	76
Fonds pour l'adaptation (FA)	151,32	151,32	189,72	58,33	29
Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC)	258,58	239,97	179,28	111,13	46

Le tableau 1 énumère les fonds climatiques multilatéraux exclusivement dédiés aux actions d'adaptation. L'Alliance mondiale contre les changements climatiques (AMCC), créée par l'UE, octroie également d'importants fonds pour l'adaptation. Elle n'est pas citée au tableau car la plupart de ses activités récentes couvrent de multiples objectifs. C'est le FPMA qui a approuvé, à ce jour, le plus gros montant de financements dédiés à l'adaptation, et c'est également lui qui les a le plus accrus cette année (220 millions \$). Le PPCR, qui finance des initiatives programmatiques sur l'adaptation dans 20 pays pilotes, est celui qui a annoncé le plus haut montant de fonds dédiés à l'adaptation. Ses versements restent toutefois très modestes à ce jour. Le Fonds pour l'adaptation et le FSCC ont approuvé des montants de financement similaires, et les ont accrus l'année dernière de 14 % et 22 % respectivement. Le Fonds pour l'adaptation, dont une partie des montants provient des recettes du MDP, a été fortement freiné par la chute du prix du carbone et des contributions.

Origine des fonds engagés et déposés en vue de l'adaptation

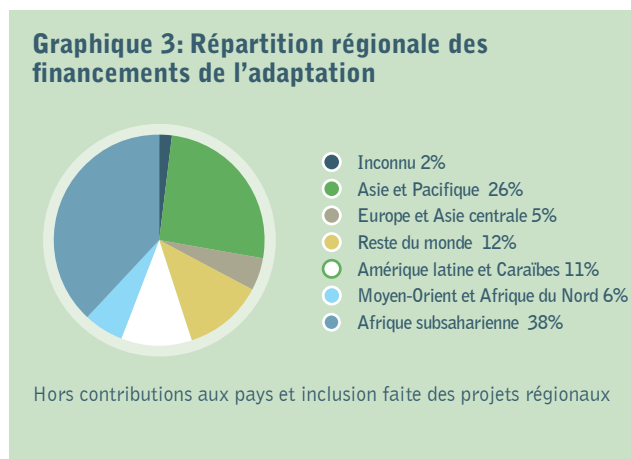


Le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, la Suède et le Japon représentent 77 % des montants engagés auprès des fonds pour l'adaptation (2,17 milliard \$). Le total des fonds déposés s'élève à 1,89 milliard \$. Les projets et programmes reçoivent 95 % de ces financements. L'écart entre les montants engagés et les montants déposés est modeste, à l'exception du PPCR, ce qui traduit une amélioration du flux des financements dédiés à l'adaptation par rapport à l'engorgement noté l'année dernière. Le montant exact des fonds dépensés reste toutefois difficile à estimer.

Destinataires et types de projets financés en vue de l'adaptation

Les financements dédiés à l'adaptation ont principalement ciblé l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique, devant l'Amérique latine et les Caraïbes, suivies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les vingt premiers pays bénéficiaires des financements dédiés à l'adaptation (sur 106 pays) perçoivent 19 % du total approuvé, ce qui traduit une concentration beaucoup plus inférieure à celle des financements dédiés à l'atténuation. Les principaux destinataires sont le Niger, le Népal, le Bangladesh, le Cambodge et le Mozambique, qui reçoivent, chacun, entre 50 et 100 millions \$. Les cinq pays qui les suivent perçoivent entre 25 et 49 millions \$ chacun. Plusieurs pays en développement les plus vulnérables aux effets climatiques reçoivent très peu de financements dédiés à l'adaptation. La Somalie et la République centrafricaine, qui figurent parmi les pays les plus vulnérables au monde selon divers indices de vulnérabilité⁴, perçoivent par exemple seulement 0,2 million \$ et 4,94 millions \$ respectivement de la part des fonds spécialisés dans l'adaptation.

Les critères définissant un projet d'adaptation sont très variables. Le plus grand projet approuvé récemment est la subvention de 25 millions \$ accordée par le PPCR au programme *Amélioration des digues côtières au Bangladesh*. Ce projet vise à améliorer la résistance aux changements climatiques par la modernisation des infrastructures. De son côté la subvention du FPMA au projet samoan *Intégration économique de l'adaptation et de la réduction des risques de catastrophes en vue de diminuer la vulnérabilité des communautés aux effets climatiques* illustre le ciblage accru des fonds pour l'adaptation pour les activités de réduction des risques de catastrophes menées ces dernières années (Kellett et Caravani, 2013).



References

Climate Funds Update : www.climatefundsupdate.org (données consultées en octobre 2013)

T. Fransen et S. Nakhooda (2012) : 'Shedding Light on Fast-Start Finance'. World Resources Institute (WRI) <http://insights.wri.org/open-climate-network/2012/05/shedding-light-fast-start-finance>

Cinquième rapport d'évaluation du GIEC (2013) : 'Summary for Policymakers' http://www.climatechange2013.org/images/uploads/WGIAR5-SPM_Approved27Sep2013.pdf

J. Kellett et A. Caravani (2013) : 'Financing Disaster Risk Reduction: A 20 year story of international aid'. ODI et GFDRR de la Banque mondiale. <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8574.pdf> Montes

M. (2012) : Understanding the Long Term Finance Needs of Developing Countries' South Centre, Présentation au premier atelier sur le financement à long terme) http://unfccc.int/files/cooperation_support/financial_mechanism/long-term_finance/application/pdf/montes_9_july_2012.pdf

Liens utiles

1. L'initiative bilatérale japonaise (Financements à mise en œuvre rapide) est exclue car ses financements climatiques ne sont comparables à aucune autre contribution bilatérale en financements climatiques. Pour une analyse détaillée de cette initiative et des principales contributions climatiques, voir : <http://www.climatefundsupdate.org/global-trends/fast-start-finance>
2. Les chiffres relatifs aux Fonds d'investissement climatique (FIC) incluent exclusivement les projets approuvés par les conseils des fonds d'affectation spéciale et les banques multilatérales de développement chargées de leur exécution.
3. Le FPMA et le FSCC fournissent peu de détails sur les données concernant les versements correspondant aux projets, ce qui fait que ces montants sont susceptibles d'être surestimés.
4. Indices du Global Adaptation Institute (GAIN) (<http://index.gain.org/>) et de DARA (<http://daraint.org/climate-vulnerability-monitor/climate-vulnerability-monitor-2012/monitor/Indices>).

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7514